1. L’identité et la stratégie d’Attac

Causée par la finance et les dettes privées, la crise de 2007-2008 a été colmatée par une nouvelle bulle de dettes et de spéculation financière. Les pays émergents ont soutenu la croissance mondiale, mais s’enfoncent désormais dans une grave crise écolo- gique et financière, notamment la Chine, qui est confrontée au défi de la réorientation de son écono- mie. Le commerce mondial a commencé à décroître en 2015. Lorsque la prochaine crise financière se produira, la plupart des gouvernements ne pourront plus guère gonfler encore les dettes publiques, déjà colossales, ni les banques centrales réduire les taux d’intérêt, déjà quasi nuls. Le processus de mon- dialisation du capital pourrait s’inverser et laisser la place à une période de fragmentation de l’économie mondiale.

Au cours de la mandature 2016-2019, ce contexte nouveau va interpeller profondément notre associa- tion, créée à la fin des années 1990 pour lutter contre le néolibéralisme triomphant. Le néolibéralisme n’est pas mort, la finance a même renforcé sa concentra- tion et son pouvoir après 2008, mais son instabilité est de moins en moins contrôlable. Les tendances à la fragmentation économique sont doublées par les replis identitaires. Les désastres militaires au Proche-Orient et en Afrique contribuent à déstabiliser ces régions et à déclencher les départs de migrants qui se heurtent à la forteresse Europe. Partout la brutalité du capital financier sans foi ni loi provoque des luttes sociales, écologiques, féministes et démo- cratiques, mais aussi des réactions intégristes, sexistes, nationalistes ou racistes. Les courants d’extrême-droite se réclament de l’anti-libéralisme, alors qu’ils ne font qu’en souligner les excès sans jamais combattre les fondements du système capi- taliste. Ils prétendent représenter le peuple contre les élites, sur fond d’exclusions et de xénophobie, ce qui nous oblige à déconstruire leurs discours et renforcer notre message.

Face à la violence sociale croissante, les gouverne- ments répondent par la répression, la criminalisation des lanceurs d’alerte et des mouvements sociaux, les politiques sécuritaires et la surveillance générali- sée qui mettent en danger les libertés publiques et la démocratie, et renforcent le sentiment de dépos- session. Le mouvement social est, quant à lui, resté divisé, notamment dans le monde syndical où de véritables questions stratégiques se posent, et inca- pable de rassembler les secteurs sociaux les plus touchés par la mondialisation néolibérale. Ses mobi- lisations, critiques et propositions sont largement ignorées par les grands médias, aux mains de quelques grands groupes privés dont l’emprise menace grave- ment le pluralisme de l’information. On a assisté en conséquence, ces dernières années, à un recul des mobilisations sur le terrain social et des luttes contre l’austérité. La crise grecque a révélé le déficit de coordination des mouvements en Europe et le vide du débat politique dont les conséquences appa- raissent aujourd’hui. Dans le même temps, d’autres mouvements sociaux et écologiques gagnent du ter- rain, comme les résistances contre les grands projets inutiles et imposés, le mouvement pour la justice cli- matique ou les mouvements féministes.

Les dimensions centrales de l’identité d’Attac

Des décennies de défaites sociales et de reculs idéologiques imposent un esprit de reconquête au plus près du terrain. Attac s’est employée, dans ce contexte difficile de crise permanente, à relancer et à renouveler le débat. Attac a également cherché à favoriser les mobilisations à toutes les échelles (locale, nationale, européenne et internationale), notamment dans le cadre de l’Altersommet, du mou- vement pour la justice climatique, des forums sociaux mondiaux et de son réseau des Attac d’Europe et du monde, en prêtant une attention particulière aux nouvelles formes de mobilisation (Indignados et Occupy, Alternatiba, Blockupy, Marches européennes contre l’austérité, Marche mondiale des femmes...).

Notre opposition aux politiques néolibérales ne vise pas à revenir à un passé mythifié – l’unité de la com- munauté nationale ou religieuse –, mais à affirmer une communauté politique mondiale des peuples apte à affronter les défis sans frontières que sont les inégalités de richesse, les inégalités de genre et le dérèglement climatique, ainsi que leurs consé- quences, les migrations de populations désespérées. L’altermondialisme porte le projet d’une société ouverte sur le monde tout en refusant le règne de la concurrence généralisée. Il doit pour cela chercher à articuler les niveaux de souveraineté démocratique, du local au global, du politique à l’économique. A la liberté de circulation des capitaux et des mar- chandises, mais aussi à la fermeture des frontières et au règne du chacun pour soi, nous opposons la liberté des individus de circuler et de coopérer pour décider ensemble des moyens de protéger la nature et la société.

Si elle doit choisir entre une bifurcation vers une société sobre et égalitaire ou se rallier aux discours nationalistes autoritaires, l’élite politico-économique cherchera à préserver ses privilèges en choisissant sans hésiter le second terme. Il appartient aux mou- vements sociaux d’empêcher ce basculement aux terribles conséquences et de rendre désirable un nouveau modèle de société solidaire et conviviale, fondé sur la justice sociale et environnementale et sur la démocratie.

Les lignes de force de la stratégie d’Attac

La stratégie d’Attac se décline autour de trois pratiques et réflexions fondamentales : l’éducation populaire pour une rupture avec les politiques néolibérales et un dépassement du capitalisme ; l’engagement dans des expériences de transition ; la désobéissance non violente.

Pour rompre avec le néolibéralisme, Attac doit s’engager dans une résistance multiforme afin de promouvoir une véritable régénération des sociétés et de la nature. Le discours néolibéral doit être déconstruit et la résistance s’organiser contre la globalisation écono- mique et financière, la financiarisation avec ses conséquences sur les sociétés, sur la nature et sur la démocratie. Le libre-échange généralisé, la libre concurrence, la financiarisation de la nature, la priva- tisation des communs, le productivisme détruisent les institutions sociales, écologiques, politiques nécessaires pour édifier un monde commun, diversifié, juste et soutenable. L’égalité entre les femmes et les hommes, pourtant un des moteurs du changement de société, est en panne, alors que les politiques d’austérité touchent encore durement les femmes et accroissent encore davantage les inégalités de genre.

Cette résistance passe par une éducation populaire active, par l’émergence d’une expertise citoyenne capable de confronter le lavage de cerveau sous toutes ses formes, notamment par les médias domi- nants. Le décalage entre le discours simplificateur des élites et l’appropriation de savoirs par les citoyen.ne.s est désormais manifeste. Elle passe aussi par la déconstruction concrète de la croyance en une croissance salvatrice. C’est le sens de l’articu- lation des luttes sociales, écologistes et féministes, de l’opposition à l’accélération de l’accumulation capitaliste, aux grands projets d’infrastructure et à l’extractivisme. C’est aussi le sens de la lutte contre les multinationales et leurs lobbies industriels et financiers qui ont colonisé l’action publique. De même, le combat contre les inégalités entre les sexes est non seulement une exigence politique, mais égale- ment une condition pour l’émancipation individuelle et collective des hommes comme des femmes.

La deuxième caractéristique de notre stratégie est l’engagement actif dans des expériences de transition, dans des alternatives locales et systémiques qui relocalisent les sociétés : expériences coopératives et collaboratives, économie sociale et solidaire, mon- naies complémentaires, habitat coopératif, circuits courts, agro-écologie paysanne, décentralisation et coopération énergétique, mouvement des communs, villes en transition, etc. Sans attendre, nous réagis- sons à l’effondrement du modèle dominant de civili- sation et à la fuite en avant en montrant que des alternatives désirables sont possibles maintenant. De nouveaux mondes s’édifient et construisent des sociétés capables de s’adapter aux chocs qui les menacent, choc financier, choc écologique, choc démocratique. Nous savons en effet que la fin est dans les moyens utilisés pour l’atteindre. Ces alternatives, très nombreuses partout dans le monde, en apparence dispersées, sont guidées par des aspira- tions communes, qui dessinent, préparent et rendent possibles les basculements nécessaires à d’autres échelles, nationale, régionale et internationale.

Enfin, face aux menaces, nous ne pouvons pas conti- nuer à seulement déplorer la destruction légale des sociétés, de la démocratie et de la nature. La plupart des représentants élus gouvernent pour la finance et les transnationales, pas pour les peuples, comme l’illustre la politique d’austérité imposée à la Grèce. Les politiques imposées sont illégitimes, les gouver- nements trahissent leurs promesses et bafouent la démocratie. C’est pourquoi nous appelons aussi à des actions de désobéissance civile déterminées et non violentes. Opérations de réquisition et d’occu- pation, réappropriation de l’espace public, zones à défendre, lieux autogérés, doivent devenir des symboles et des appuis pour déclencher un mouvement plus global de désobéissance.

2. Les principaux axes de l’engagement d’Attac

L’engagement d’Attac (éducation populaire, alternatives et expériences de transition, actions de désobéis- sance civile) se décline autour de plusieurs axes. Ils sont présentés ici par rubriques séparées. Notre travail essentiel est précisément de relier ces axes, de les féconder mutuellement, de les enrichir de réflexions et de pratiques qui permettent de penser et d’agir dans un contexte d’effondrement global. Aucune des questions traitées ne peut être séparée des autres, car c’est bien un réveil civilisationnel qui est requis. De nouveaux récits sont nécessaires pour ren- dre la bifurcation désirable, crédible et engageante.

Désarmer la finance

Huit ans après la crise financière, le temps semble n’avoir jamais été aussi favorable à la finance et aux banques. Les timides réformes financières avancées après la crise sont déjà remises en cause. Les lobbys et l’oligarchie politico-financière bloquent les inves- tissements nécessaires à la transition des économies européennes vers des modèles plus soutenables. Plus que jamais, Attac doit s’emparer du combat pour désarmer les marchés financiers : il faut mettre le secteur financier sous contrôle démocratique, plutôt que mettre la démocratie sous contrôle financier, et combattre les fausses solutions, telle la finance verte.

Dans cette perspective, Attac s’engage sur plusieurs thématiques :
– la question de la dette est centrale en France et en Europe, ainsi que son articulation avec les politiques d’austérité. Nous allons poursuivre nos efforts d’explication, de proposition et de mobilisation dans le cadre du collectif citoyen sur l’audit de la dette.

– Attac continuera à se battre pour une véritable taxe sur les transactions financières à l’échelle euro- péenne, pour remettre les banques sous contrôle social et dénoncer leurs activités dans les paradis fiscaux, notamment dans le cadre de la campagne Requins.

– le projet d’Union des marchés de capitaux et le plan d’investissement européen élaborés par la com- mission Juncker présagent d’une nouvelle offensive de dérégulation financière et de privatisation des services publics via les partenariats public-privé. Attac devra se mobiliser pour y opposer la nécessité d’un contrôle démocratique sur la finance et du déve- loppement des biens communs.

Pour une transition écologique et sociale

La crise écologique ne cesse de s’aggraver, et le mythe de la croissance sans limites élude la nécessaire réorientation de nos économies vers une diminution de la production matérielle et une baisse des émis- sions des gaz à effet de serre. Les multinationales étendent chaque jour davantage leur prédation sur les populations et les écosystèmes, bafouent les droits sociaux et environnementaux, et développent des projets destructeurs (grands projets inutiles, agriculture industrielle et accaparement des terres, exploration et exploitation d’hydrocarbures non con- ventionnels, poursuite de l’extraction des fossiles, réouverture de mines, accaparement de l’eau). Les Etats, de plus en plus dominés par des lobbies indus- triels et financiers, accompagnent le plus souvent ce mouvement au lieu de mettre en place des régle- mentations strictes. Ils se refusent à faire les inves- tissements nécessaires pour faire face à la fois aux impératifs écologiques et à l’urgence sociale, par la création d’emplois répondant aux besoins collectifs.

Notre travail de résistance aux multinationales et sur les alternatives a renforcé Attac comme espace de réflexion sur l’effondrement écologique et ses impacts sur nos manières d’appréhender le monde. Une rupture avec le système productiviste et patriarcal est nécessaire, ce qui suppose un développement des activités et de l’emploi tournés vers la satisfac- tion des besoins sociaux et écologiques : services publics de l’éducation, de la santé, de la culture, du logement, de l’eau, protection sociale, investisse- ment dans les énergies renouvelables... Un change- ment de système est nécessaire, et les expériences de transitions et les alternatives locales contribuent à montrer la voie d’un autre monde possible. Enfin, le réchauffement climatique est au cœur de nos engagements ; ses impacts croisent toutes les préoc- cupations qui sont les nôtres, la nécessité d’un monde post-croissance, le libre-échange, l’organisation financière. Il suscite des luttes prenant la forme de la désobéissance non-violente et radicale.

Nous proposons :
– de poursuivre le travail d’éducation populaire auquel Attac contribue, tant au niveau national que par les actions de ses comités locaux, autour des questions de transition écologique et sociale en direction d’un public large.
– d’amplifier les actions et les campagnes d’Attac, engagées en 2013-2015 dans la perspective de la COP 21, alliant résistances, désobéissance et alternatives. Elles nécessitent des stratégies d’élargissement qui sont désormais à notre portée. L’expérience Alternatiba le confirme. Attac poursuivra son soutien actif à cette initiative porteuse d’espoir et de renouvellement des pratiques.
– de renforcer Attac comme acteur majeur de la cons- truction du mouvement pour la justice climatique, en s’appuyant sur le tournant de 2015. Son rôle dans la Coalition Climat 21 a été essentiel, il se poursuivra, avec en ligne de mire les échéances et discussions collectives post COP 21, aux échelles locale, nationale et internationale.

Lutter contre les multinationales, le libre-échange et les accords transatlantiques
Les projets d’accords transatlantiques négociés par l’Union européenne avec les Etats-Unis (TAFTA) et avec le Canada (CETA) sont lourds de menaces : il ne s’agit plus seulement d’abaisser les barrières douanières, mais aussi de s’attaquer aux normes sociales, environnementales, sanitaires, voire aux régulations financières sous prétexte d’harmonisation. Ils représentent de plus un danger pour la démocratie, en permettant aux multinationales de s’attaquer aux gouvernements lorsque des réglementations entraveraient leurs profits.

Ces traités s’inscrivent dans une offensive globale pour accroître la mainmise des multinationales sur nos sociétés, qui se traduit aussi par la reprise des négociations au sein de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), ou la négociation d’un accord géant de libéralisation des services : le TiSA. Face à ces menaces, Attac et ses partenaires, ainsi que de nom- breux collectifs locaux, partout en France, ont lancé une grande campagne sur la question des accords de libre-échange et d’investissement. Ce travail est mené en lien étroit avec plusieurs membres fondateurs d’Attac. Au-delà de la nécessité immédiate de faire échec aux différents projets d’accord de libre- échange, c’est un point d’appui pour :

– sensibiliser, et remobiliser, à la question du libre- échange en général : OMC, autres accords de libre- échange imposés par l’UE, notamment les accords de partenariat économique avec les pays du bloc “ACP”, et ce en solidarité internationaliste avec les mouve- ments en lutte contre les accords de libre-échange sur tous les continents.

– reposer la question des lobbies, des impacts sociaux et environnementaux des multinationales et de leur impunité, et les réponses à y apporter.
– développer nos alternatives, la relocalisation lorsqu’elle est possible, la modification de nos modes de production et de consommation, la taxe kilomé- trique, la défense d’une démocratie locale au service de l’accès aux droits et des impératifs écologiques.

Rompre avec le néolibéralisme en Europe

Les mobilisations d’Attac contribuent à faire émerger un autre monde possible ; elles se donnent aussi pour objectif intermédiaire de contribuer à renverser le rapport de force en Europe. L’expérience de la confrontation du gouvernement Syriza aux institutions européennes a apporté un éclairage au débat straté- gique qui traverse la gauche et les mouvements sociaux européens. La violence des institutions euro- péennes ne laisse plus guère le choix. Il est désor- mais clair que ceux qui refusent de désobéir se condamnent à la soumission.

Une option est susceptible de rassembler une large majorité sociale pour un gouvernement qui défendrait les intérêts populaires : engager le rapport de force avec les institutions européennes, en prenant une série de mesures unilatérales portant sur la monnaie, la fiscalité, la dette ou les banques, et en se préparant, en dernier ressort, à une éventuelle sortie de la zone euro. L’inflexibilité des créanciers ne pourra qu’ac- croître le soutien populaire à de telles mesures. Une telle stratégie permettrait de nouer de possibles alliances européennes et de s’appuyer sur les mouve- ments sociaux européens ; et donner corps à une véritable alternative au néolibéralisme en Europe.

L’autre leçon de la confrontation entre la Grèce et ses créanciers est qu’il est vain d’attendre que les solu- tions soient apportées par les forces politiques seules. Sans la pression constante des mouvements sociaux, aucun changement ne peut advenir en Europe. C’est pourquoi Attac s’engage à les renforcer en France comme en Europe – avec ses partenaires et le réseau des Attac d’Europe. La crise de la zone euro est aussi une opportunité de constituer les bases d’une véritable résistance commune des peuples européens, pour rompre avec le capitalisme et engager la transi- tion écologique et sociale de nos sociétés.

La démocratie et l’égalité au cœur de notre action

La transition écologique, sociale et féministe et la rupture avec le capitalisme ne seront possibles que si elles résultent de l’irruption des citoyen.ne.s dans la gestion de leurs propres affaires aux plans local, national, européen et mondial. Cela suppose une rénovation fondamentale des mécanismes de parti- cipation à la vie économique et politique. Attac contribue à l’élaboration et à l’expérimentation de formes de contrôle social et démocratique, de socialisation des entreprises et des institutions. Dans le champ de l’action politique démocratique, nous promouvons les mécanismes qui permettent une participation directe des citoyen.ne.s aux décisions les concernant et un véritable contrôle des représen- tant.e.s. Cela passe par l’élaboration de nouvelles pratiques démocratiques non exclusivement délé- gataires et conjuguant à cette fin l’élection avec d’autres modes de désignation des responsables : démocratie directe, tirage au sort, volontariat, etc.

Mais la démocratie réelle n’est pas la démocratie formelle : elle doit être économique, sociale, écologique et féministe. Elle va de pair avec la lutte contre toutes les formes de domination et de discrimination et les combats pour l’accès aux droits de toutes et tous. Les mobilisations féministes sont transversales à l’ensemble de l’action de l’association et doivent y prendre toute leur place, qu’il s’agisse des luttes contre l’austérité ou pour la justice climatique, et ce d’autant plus que les droits des femmes sont remis en cause par la montée des droites en Europe.

Les droits des populations les plus touchées par la mondialisation néolibérale, migrants, travailleurs précaires, femmes, personnes sans logement, sont toujours plus battus en brèche par des politiques cyniques qui visent à détourner la colère populaire légitime sur des boucs émissaires. Le droit du travail est détricoté au profit des grandes entreprises. Il faut réaffirmer les principes de solidarité et de collectivité face à la division sociale promue par le néolibéra- lisme. Le droit à une information pluraliste et de qua- lité doit quant à lui être défendu comme une pièce essentielle de la démocratie, au moment où les grands médias sont de plus en plus concentrés entre les mains de grands groupes privés.

C’est la confiscation des décisions par l’oligarchie qui permet à cette dernière de saccager les droits et la nature. Face aux désastres du capitalisme, la démocratie et l’égalité doivent être au cœur de toute démarche de transformation sociale et de préserva- tion de la nature !

3. Le fonctionnement d’Attac

Au vu des enjeux à venir et du rôle que nous voulons donner à Attac, il est nécessaire d’entamer une réflexion au sein de l’association en renforçant la démocratie interne, en améliorant le fonctionnement de nos instances et en assurant le renouvellement des équipes militantes.

Renforcer la démocratie interne et améliorer le fonctionnement de nos instances
Au début de la mandature qui s’achève, il a été décidé de faire un pas supplémentaire dans la démocratisation d’Attac en remplaçant les deux co-présidents par un collectif plus large de quatre porte-parole respectant la parité. Ce collectif a été réduit à trois à mi-mandat en raison du départ du CA de l’une des porte-parole, appelée à de nouvelles responsabilités. Le porte- parolat a permis de mieux répartir les responsabili- tés et de donner une représentation plus diverse et moins personnalisée d’Attac, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de l’association. Il serait souhaitable de poursuivre ce processus de partage des responsabi- lités et de la représentation d’Attac.

Ce partage des responsabilités doit s’appliquer au sein du CA. Le suivi des campagnes et les autres responsabilités ne doivent pas reposer sur un nombre restreint d’administrateurs, au détriment de la démo- cratie et de l’efficacité des actions de l’association. Les élus devront être formés pour s’approprier les différents aspects du rôle d’un administrateur, et un recensement des différentes responsabilités sera fait régulièrement au cours du mandat. Le bureau assure la gestion et le suivi au quotidien, mais c’est l’ensemble du CA qui est responsable des orienta- tions de l’association et de leur mise en œuvre.

Les membres du CA et du bureau doivent par ailleurs être en lien direct avec le reste de l’association :
– Les commissions doivent être un appui important pour le travail du CA et plus généralement de l’asso- ciation. Ouvertes à tous, elles permettent d’éclairer des débats et prises de décision et de faciliter le suivi quotidien de campagnes et espaces collectifs, d’élaborer du matériel en lien avec les instances de l’association. La prochaine mandature sera l’occasion de relancer le travail des commissions en lien avec les activités de l’association. Chaque commission entretiendra un lien permanent avec au moins un.e élu.e, qui devra pouvoir rendre compte régulièrement de ses travaux en réunion de bureau ou de CA. Des groupes de travail transversaux peuvent être mis en place avec les membres de plusieurs commissions sur des campagnes spécifiques, comme c’est le cas pour les campagnes TAFTA, COP21.

– L’équipe du siège est le socle sur lequel repose notamment l’organisation, la communication et l’ani- mation des campagnes et des actions prioritaires de l’association, en lien avec ses différentes instances. Le CA doit s’assurer du lien entre le siège et les instances de l’association. Un ou une élue continuera de s’occuper du suivi de l’activité du siège dans un échange permanent. Le CA doit par ailleurs assurer des conditions de travail en phase avec les valeurs de l’association (locaux, congés, temps de travail, dérou- lement de carrière...) et en organisant l’appui de bénévoles. Une réflexion devra être engagée pour assurer une vigilance spécifique du CA et du bureau sur ces points.

– Le lien entre le CA et les comités locaux doit être assuré, par exemple par la participation des mem- bres du CA à des réunions dans les comités locaux. La participation des administrateurs aux CNCL articipe également à cette cohérence au sein de l’association.

Inscrire l’action d’Attac dans le territoire avec les comités locaux
Présents sur l’ensemble du territoire, nos 150 comi- tés locaux sont une dimension essentielle de notre association. Les CL se réunissent trois fois par an lors de la conférence nationale des comités locaux (CNCL). Il s’agira, lors de la prochaine mandature, de se donner les moyens de renforcer les comités locaux et le fonctionnement de la CNCL – Proposer des moyens pour les CL, à travers la pérennisation des “fonds dédiés” aux CL et la fourni- ture de matériel militant spécifique. Le développe- ment des sites locaux et les facilités d’adhésion en ligne y contribuent. Des pistes seront proposées pour améliorer l’accueil et l’intégration des nouveaux adhérents, et déployer le réseau des Attac Campus en articulation avec les CL. La ré-internalisation de la base de données adhérents permettra de développer des outils pour les CL.

– Renforcer les liens avec les CL grâce notamment à la commission “vie de l’association” qui assure un lien permanent et un appui aux comités locaux. Ce lien sera renforcé par la redynamisation du réseau des correspondants adhésion et l’engagement et la présence accrus des membres du CA auprès des comités locaux.

– Renforcer la CNCL comme lieu d’intégration : associer davantage de comités et mandater dans la mesure du possible par chaque comité un.e nouvel.le adhé- rent.e pour participer à la CNCL. Des démarches dans ce sens seront entreprises par la commission “vie de l’association”.

– Assurer les liens entre la CNCL et les instances : invitation systématique d’un.e représentant.e d’un membre fondateur, d’une des commissions de l’asso- ciation et de la coordination Attac Campus ; renforce- ment de la présence et de l’implication des membres du conseil scientifique et des fondateurs. Y intégrer des échanges sur les campagnes en liaison avec le CA et les comités organisateurs.

Ouvrir Attac sur le monde académique et le mouvement social : le Conseil scientifique et le collège des fondateurs
Le Conseil scientifique (CS) est un outil d’approfon- dissement théorique en lien avec les thèmes d’enga- gement d’Attac. Il permet d’établir un lien entre Attac et le monde académique. Les réunions du CS sont désormais des séminaires ouverts à des participants extérieurs. En 2015, des séminaires se sont tenus sur la laïcité, la transition sociale et écologique, la crise européenne avec la participation de représentants de Syriza et de Podemos. Une revue électronique trimestrielle, Les Possibles, a été créée. Le renouvel- lement du CS engagé depuis plusieurs années doit être poursuivi, notamment en termes de pluridiscipli- narité. Il doit être un lieu de proposition et de discus- sion sur les activités de l’association, ses campagnes et publications associées ; un lieu de débat avec les autres acteurs du mouvement social, et un collectif au service d’Attac pour la formation de ses militants.

Le Collège des fondateurs permet quant à lui de consolider le lien avec les organisations qui structu- rent le mouvement social. Sa composition doit être mise à jour pour prendre en compte de nouveaux types d’organisations et de nouveaux mouvements, ainsi que l’émergence de nouveaux moyens d’infor- mation et d’expression. Un binôme composé de deux membres du CA, dont l’un issu des fondateurs et le second un membre actif, assurera un lien permanent avec le collège des fondateurs avec pour objectif son suivi et sa redynamisation. Différents aspects pourront être abordés : état des lieux et reprise de contact avec l’ensemble des fondateurs ; organisation de trois à quatre réunions annuelles du collège ; création d’un espace d’expression des fondateurs dans Lignes d’Attac ; promotion d’Attac dans les outils de commu- nication des fondateurs ; collecte des cotisations...

Former les militant.e.s

Attac a toujours été et reste un lieu pour faire de la politique autrement – en dehors des partis, mais au cœur du mouvement social. Notre association conti- nue de jouer un rôle important d’information et de formation politique. Plus de 16 ans après sa création, Attac doit poursuivre ses efforts dans ce sens.

Attac doit faire une priorité de la formation, de l’inté- gration et de la prise de responsabilité de nouveaux militants – notamment des femmes, des jeunes et des personnes issues des milieux populaires. Le développement du réseau des Attac Campus s’inscrit dans cette perspective. Une réflexion devra être engagée pour créer les conditions du renouvellement des équipes, par exemple à travers l’organisation de formations d’adhérent.e.s aux plans local et national.

Communiquer auprès d’un large public

Afin de toucher un plus large public, un important travail a été mené depuis deux ans sur la communi- cation externe et la visibilité d’Attac, qui a abouti à la refonte de certains de nos supports d’information, d’éducation populaire et de communication, comme notre site web et le *Lignes d’Attac*, mais également à l’élaboration de nouveaux outils (revue *Les Possibles*, collection de *Petits guides*, matériels de campagne...). Ce travail devra être poursuivi avec un triple objectif : valoriser nos analyses, servir de support à nos cam- pagnes, toucher de nouveaux publics. Les quatre dimen- sions de notre communication seront renforcées :

– nos outils de communication web (sites internet, vidéos, lettre d’infos, réseaux sociaux).
– nos activités d’édition (livres, rapports, notes, *Lignes d’Attac*, *Les Possible*s).

– la production de matériel militant (Petits guides, autocollants, affiches...).
– nos relations aux médias avec des partenariats (autour d’événements, publications, campagnes...)